

Le Président Félix Tshisekedi reçoit ce vendredi à Nairobi les représentants des groupes armés actifs en RDC



Kinshasa, 21 avril 2022 (ACP).- Le Président Félix Antoine Tshisekedi reçoit ce vendredi à Nairobi, au Kenya où il participe au deuxième Conclave régional sur la sécurité en RDC, les représentants d'une dizaine des groupes armés actifs dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu afin de les appeler à adhérer à l'option de la paix.

« Il ne s'agit pas des négociations avec un groupe armé spécifique mais plutôt d'une démarche accordée à tous ceux qui ont pris les armes contre leurs propres pays et qui doivent s'inscrire dans la logique de paix », a indiqué une source de la Présidence de la République.

D'après la même source, les Présidents Uhuru Kenyatta, Yoweri Museveni, Evariste Ndayishimiye, Félix-Antoine Tshisekedi et le ministre Rwandais des Affaires étrangères, représentant le Président Paul Kagame, qui ont pris part à ce conclave, se sont engagés à soutenir le processus qui vise à mettre définitivement un terme à l'activisme des groupes armés locaux et étrangers en terre congolaise.

Ils ont également décidé de la mise en œuvre, dans le volet militaire, d'un processus visant la renonciation de lutte armée afin de s'engager dans le programme de désarmement, démobilisation, relèvement, communautaire et stabilisation (P-DDRCS), pour les groupes armés locaux, et le retour dans leurs États respectifs, pour les groupes étrangers, avec comme conséquence, à défaut, leur éradication par la force militaire régionale qui est mise en place.

Le sommet s'est félicité de l'engagement de l'ONU, de l'UA, de l'EAC, de la CIRGL, en qualité d'observateurs ainsi que le soutien des gouvernements américains et français comme interlocuteurs bilatéraux.

Les groupes armés étrangers en RDC sommés de retourner dans leurs pays d'origine respectifs

Selon le communiqué final parvenu à l'ACP, le conclave a ordonné à tous les groupes armés étrangers en RDC à désarmer et retourner sans condition et immédiatement dans leurs pays d'origine respectifs et que tous les groupes armés en RDC participent inconditionnellement au processus politique de règlement de leurs doléances.

« A défaut de le faire, ces groupes seraient considérés comme des forces négatives et manipulées militairement par la région », a-t-il noté.

Il a également été décidé que la mise en place de la force régionale de lutte contre les forces négatives commence immédiatement sous la direction de la RDC et qu'un secrétariat soit formé pour surveiller la mise en œuvre des accords conclus lors de la réunion.

Il a été recommandé que ce secrétariat soit administré par un envoyé spécial du cabinet du Président Félix Tshisekedi et celui du cabinet du Président du Kenya avec la participation de représentants des bureaux exécutifs des autres Chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

La réunion a convenu qu'un processus politique soit lancé sous la direction du Président Uhuru Kenyatta du Kenya pour faciliter les consultations à entreprendre entre la RDC et les groupes armés locaux en RDC.

Les dirigeants ont résolu de se rencontrer d'ici un mois pour évaluer l'avancement de la mise en œuvre des travaux.

Les groupes armés, rappelle-t-on, écument l'est de la RDC depuis plus d'une vingtaine d'années. ACP/Lys